



PROJET D'AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DE LA RÉSILIENCE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET DE L'AGRICULTURE DURABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAGR-SANAD)

## Assistance Technique au PAGR-SANAD

*EuropeAid/139135/DH/SER/BF*

*Note sur l'état des lieux sur la Politique régionale de Nutrition, les stratégies (SUN, REACH, etc.) et les politiques nationales de nutrition, incluant les actions menées SAN (PNSAN) au Sahel et en Afrique de l'Ouest.*



Ce projet est financé  
par l'Union Européenne



Un projet mis en œuvre par  
AGRER-Quarein

La publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du contractant et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

## Sommaire

I. Introduction .....	4
II. Contexte.....	4
IV – Méthodologie .....	5
V – État des lieux sur les politiques nutritionnelles nationales .....	5
V.1- Au niveau des États.....	6
V.2 - Politiques Nutritionnelles au niveau des 3 OIG : CEDEAO, UEMOA, CILSS .....	8
V.3 Au niveau des OPR et des ONG .....	10
V.4 - Au niveau des Partenaires Techniques et Financiers PTF .....	10
VI - Recommandations .....	10

## I. Introduction

Le Projet d'Amélioration de la gouvernance de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable en Afrique de l'Ouest (PAGR-SANAD) est un programme régional inter institution (CEDEAO, UEMOA, CILSS), financé par l'Union Européenne. Son objectif général est d'améliorer la gouvernance régionale et nationale des politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest dans le contexte de la résilience. Son objectif spécifique est de développer les capacités requises au sein des institutions régionales et nationales pour renforcer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des politiques agricoles dans le contexte de la Résilience en Afrique de l'Ouest en vue de l'atteinte de l'Objectif "faim zéro" d'ici 2025. Les résultats ci-dessous sont attendus du projet :

Résultat 1 : Les principaux acteurs institutionnels régionaux (CEDEAO, UEMOA et CILSS) et les Organisations Professionnelles Régionales (OPR) ont renforcé leurs capacités en matière de Résilience et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, d'Agriculture Durable.

Résultat 2 : Les réformes nécessaires des cadres, instruments et outils clés d'information et de suivi évaluation des politiques agricoles et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont entreprises dans une logique de résilience et la réalisation de statistiques ventilées par sexe/âge.

Résultat 3 : La nutrition est intégrée et prise en compte de façon effective dans les politiques agricoles et de sécurité alimentaire.

Le projet est mis en œuvre par un consortium AGRER-QUAREIN à travers une équipe de quatre Assistants Techniques (4 AT). Le projet met un accent particulier sur la nutrition qui joue un rôle capital dans la survie de l'enfant et le bien-être général de l'homme. Le « Renforcement des dispositifs et systèmes d'information et d'analyse et de suivi évaluation des politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle et résilience » est la dernière composante du projet qui va permettre d'appuyer sa mise en œuvre, il est prévu de mettre en place une Unité régionale de coordination du projet au sein du CILSS. Celle-ci aura pour tâches principales d'assurer la gestion administrative et technique des différentes activités.

## II. Contexte

Face aux défis alimentaires et nutritionnels de plus en plus complexes et récurrents et notamment pour faire face à leurs multiples causes structurelles et conjoncturelles, des politiques et stratégies, ainsi que des programmes et projets ont été formulés et mis en œuvre au Sahel et en Afrique de l'Ouest ces quinze dernières années. La malnutrition chronique touche environ 20 millions d'enfants de moins de cinq ans et environ une femme sur deux souffre d'anémie (Cf. rapport RPCA 2018). Les pays sahéliens représentent plus de 40% des cas de malnutrition chronique de la région et dans de nombreuses zones du Sahel, la malnutrition aigüe dépasse régulièrement le seuil d'urgence de 15% (OMS). Au même moment, en Afrique de l'Ouest et au Sahel, le « double fardeau de la malnutrition » se renforce et se perpétue.

Sur le plan des politiques régionales (ECOWAP, PAU, CSSA), si les enjeux de l'accroissement de la production sont bien appréhendés, des efforts importants restent à accomplir pour relever les défis d'une sécurité alimentaire et d'une Sécurité nutritionnelle durable dans la région Sahel et Ouest africaine. Aussi, dans le cadre de l'Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, des Priorités Résilience Pays (PRP) ont été initiées par plus d'une dizaine de pays et sont en cours de formulation ou d'adoption dans les autres pays. Des instruments, outils et cadres de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles de plus en plus éprouvés et consensuels (instruments

du SAP, Cadre Harmonisé, Plans nationaux d'urgence, etc.), promus par le dispositif PREGEC du RPCA, sont utilisés et en voie de consolidation avec un focus renforcé en matière de nutrition.

### **III – Objectif**

L'Objectif de cette étude préliminaire est de dresser un premier état des lieux en matière de politiques nutritionnelles au Sahel et en Afrique de l'Ouest, initiées par les 3 OIG (CEDEAO, UEMOA, CILSS).

### **IV – Méthodologie**

La méthodologie a consisté à faire une recherche documentaire auprès des experts des 3 OIG (CILSS, UEMOA, UEMOA), et auprès des points focaux nationaux Nutrition et à travers « le réseau des points focaux Nutrition de la CEDEAO » créé depuis 2001.

### **V – État des lieux sur les politiques nutritionnelles nationales**

Depuis la Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN) tenue à Rome en Décembre 1992, les pays ont été invités à élaborer et adopter des politiques nationales d'Alimentation et de Nutrition (PNAN) qui devaient se focaliser sur 9 composantes :

1. *Inclusion d'objectifs nutritionnels dans les politiques et programmes de développement*
2. *Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages*
3. *Protection des consommateurs par l'amélioration de la qualité et de la sécurité des produits alimentaires*
4. *Prévention et traitement des maladies infectieuses*
5. *Promotion de l'allaitement maternel*
6. *Prise en charge des groupes défavorisés sur le plan socioéconomique et vulnérables sur le plan nutritionnel*
7. *Prévention des carences spécifiques en micronutriments*
8. *Promotion de régimes alimentaires et de modes de vies sains*
9. *Évaluation, analyse et surveillance nutritionnelles*

Lors de cette CIN, 159 pays ont adopté à l'unanimité une Déclaration Mondiale et un Plan d'action pour la nutrition. Les gouvernements se sont engagés à réviser ou préparer, avant la fin de l'année 1994, leurs Plans d'action nationaux pour la nutrition (PANN). En 1993, des instructions ont été développées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour aider les pays à préparer leurs PANN, et un exemple de plan détaillé a été proposé aux pays. C'est sur ces recommandations que les pays ont élaboré leurs PANN dits de « la première Génération » et qui reprenaient les 9 composantes ci-dessus. Ces PANN ont eu des limites car au fil du temps, avec l'apparition du VIH/SIDA et les crises alimentaires et nutritionnelles (2005, 2008 et 2010), il fallait prendre en compte ces nouveaux défis.

En octobre 2010, un atelier tenu sous l'Égide de la CEDEAO à Abidjan (Rencontre des points focaux Nutrition) et de l'UNICEF a fait le point des pays qui ont respecté cet engagement d'élaborer et adopter des PANN. Il était ressorti que 9 pays avaient respecté cet engagement, à savoir, : Benin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Gambie, Guinée, Liberia, Mali, Mauritanie et Niger. Ces PANN étaient celles de la deuxième génération (2000-2009) et qui, pour la plupart manquaient de financements. Ils ont été élaborés avec l'appui du Ministère de la Santé du Ministère de l'Agriculture par endroit.

Une des grandes faiblesses de ces politiques et Plans d'action de nutrition et d'alimentation était l'absence d'une vision multisectorielle. Le Ministère de l'Agriculture s'occupait de « sa politique de

Sécurité Alimentaire des Ménages (SAM) » et le Ministère de la Santé se préoccupait d'avoir une Politique Nationale de Nutrition (PNN) axée sur les soins curatifs (prise en charge des cas de malnutrition sévère). Les autres secteurs comme l'hydraulique, l'environnement, l'assainissement, l'Action Sociale étaient faiblement pris en compte dans ces politiques de première et de deuxième générations d'où leurs limites en terme d'impact sur les populations. Avec les crises alimentaires, les urgences prenaient le pas sur les programmes de développement.

Avec les crises nutritionnelles qui ont durement frappé les pays du Sahel en 2005-2008-2010 notamment le Niger, des stratégies novatrices ont été adoptées et des recherches scientifiques dans le domaine de la nutrition menées ont permis d'aller de l'avant ; il en est résulté :

- Une nouvelle approche de la prévention et de la lutte contre la malnutrition.
- La fabrication d'intrants nutritionnels thérapeutiques (ATPE, Plumpy-NUT) et de farines infantiles destinées au traitement de la malnutrition modérée etc.
- Une meilleure connaissance de l'importance de la multi-sectorialité dans la lutte contre la Malnutrition et l'insécurité alimentaire, désormais connue de tous.
- L'approche des deux notions de Sécurité Alimentaire et sécurité nutritionnelle qui a donné `` **Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle SAN**`` qui marque désormais l'appellation consacrée et qui montre que les deux notions sont interdépendantes.
- La **résilience** comme nouvelle compréhension de la résistance des populations face aux chocs des crises répétées est une nouvelle compréhension qui est venue enrichir les stratégies de lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition.

Les nouvelles politiques nationales de Nutrition et de Sécurité alimentaire ont intégré ces nouvelles réalités dans leur corps de développement, ce qui a apporté une meilleure formulation et définition des stratégies, objectifs et des mécanismes de mises en œuvre de ces politiques. Des indicateurs nouveaux sont intégrés dans les enquêtes nutritionnelles et de vulnérabilité (insécurité alimentaire) notamment dans les Systèmes d'alerte précoce (SAP) et dans les sites sentinelles de surveillance sanitaire et nutritionnelle. Le Cadre Harmonisé (CH) qui existait depuis une quinzaine d'année s'est enrichi au fur à mesure d'indicateurs pertinents qui vont au-delà de la production agricole.

## V.1- Au niveau des États

A partir de 2010, tous les 17 pays couverts par le CILSS avaient chacun élaboré sa politique nationale de Nutrition (PNN). L'appellation varie selon les pays mais dans l'ensemble ces politiques visaient les mêmes Buts et Objectifs :

- Garantir à chaque population, et en particulier aux populations vulnérables, un état nutritionnel compatible avec une bonne santé, une vie productive optimale ;
- Réduire la malnutrition aiguë globale en dessous du seuil de 10% chez les enfants de 0 à 5 ans ; (OMS/FAO) ;
- Réduire le retard de croissance en dessous de 20% chez les enfants de 0 à 5 ans ;
- Réduire ou éliminer certaines carences en micronutriments (iode, vitamine A, fer) ;
- Réduire d'au moins 25% selon le niveau de base le surpoids chez les enfants et chez les femmes.

Tirant leçons des échecs des premières générations de politiques/Plans nationaux de Nutrition, la communauté internationale à travers l'UNICEF qui était devenue le `` CLUSTER LEAD`` de la Nutrition (à la suite de la réforme humanitaire au sein des Nations Unies en 2005) a préconisé que chaque PNN soit accompagnée d'un `` **Plan stratégique multisectoriel-PSMN**`` de mise en œuvre. C'est pourquoi à partir de 2010, les pays ont commencé à élaborer d'abord leur Politique Nationale de Nutrition (PNN) et ensuite un Plan Stratégique Multisectoriel (PSMN) de mise en œuvre de ces politiques.

Au même moment, d'autres Initiatives novatrices sont apparues sur le plan international en faveur de la nutrition (SUN, REACH.) auxquelles plusieurs pays de l'espace CEDEAO, UEMOA et CILSS ont souscrit. Ces nouvelles initiatives ont donné « un coup de fouet » à la compréhension des problèmes nutritionnels, ce qui a accéléré la mise à l'échelle des actions de nutrition dans les pays.

La CEDEAO à travers sa Structure de Santé (WAHO/OOAS) basée à Bobo Dioulasso organise tous les deux ans (depuis 2001) un Forum Nutrition qui regroupe les 15 points focaux nutrition pour discuter de la mise en œuvre des politiques de nutrition en Afrique de l'Ouest. La session de la rencontre de ce réseau en 2019 est prévue en novembre 2019. Ce réseau est un puissant canal pour mettre en œuvre les recommandations en nutrition en Afrique de l'Ouest. La liste détaillée des pays disposant de politiques nationales de nutrition, de plans stratégiques multisectoriels, qui ont adhéré au SUN et au REACH sont dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1 : Les politiques de nutrition, plans stratégiques de nutrition, plans de sécurité alimentaire nutritionnelle existant au niveau des 17 pays et ceux ayant adhéré au SUN ou au REACH**

PAYS	PNN	PSMN	PNSAN	SUN	REACH	Forum Nutrition/CEDEAO
Benin	+	+	+	+		+
Burkina Faso	+	+	+	+ 2011	+	+
Cap-Vert	+		+	?		+
Côte-d'Ivoire	+	+	?	+		+
Gambie	+		+	+	+	+
Ghana	+		+	+	+	+
Guinée	+	+	+	+		+
Guinée Bissau	2014+	2014+		+		+
Liberia	+		+	?		+
Mali	+	+	+	+	+	+
Mauritanie	+		+	+		+
Niger	+	+	+	+	+	+
Nigeria	+		+	+		+
Sénégal	+	+	+	+		+
Sierra Leone	+		+	?		+
Tchad	+		+	?		+
Togo	2018+	+	+	+2014		+

**NB :** Des confirmations sont attendues pour certains pays car l'information date de longtemps.

**PNN :** Politique nationale de Nutrition ; **PSMN :** Plan Stratégique multisectoriel de la Nutrition ; **PNSAN :** Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle ; **SUN :** Scaling Up Nutrition ; **REACH :** Accélération the Scale of Food and Nutrition Actions ; **Forum Nutrition :** de WAHO/OOAS (CEDEAO).

Au regard des informations disponibles, il ressort que c'est dans les pays du Sahel que les appuis financiers des politiques nutritionnelles sont les plus importants. Par exemple, au Niger et au Burkina Faso.

**Au Niger :** Avec la création de l'Initiative « 3N », le gouvernement a mobilisé d'importants fonds pour appuyer les programmes de nutrition : PNN, PSMN, PNSAM. La Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) 2017-2019 du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, évaluée à 8 806 917 329 FCFA est financé à 83% par des ressources étatiques et 17% par des fonds extérieurs. Dans le DPPD du

ministère de la santé (2019-2021), 8 822 366 951 FCFA ont été budgétisés pour le volet Nutrition. Le pays dispose d'appuis financiers des PTF avec en tête l'UNICEF. Le Niger a adhéré au SUN et au REACH.

**Au Burkina Faso :** Le pays dispose d'un réseau de PTF très actif et varié ; ses deux politiques nationales de Nutrition et Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (PNN et PNSAN) sont logées respectivement au Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture. Le niveau global de financement du PRSPV 2018 (Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables) s'établit à environ 45 000 000 000 FCFA mobilisés en 2018 sur un coût total prévisionnel de 81 491 002 889 FCFA. Cette Situation se traduit par un taux d'exécution financière d'environ 55 %. Les allocations et dépenses totales publiques de nutrition (2016-2018) a été de 71,455,360,881 FCFA soit 1,11 % Budget total de l'Etat Burkinabè (selon le CNCN du 18 décembre 2018). Les allocations sensibles à la nutrition ont été de : 61 milliards de FCFA, et vont aux deux principaux ministères : Ministère de la Santé et le Ministère de l'Agriculture, avec respectivement 48.8% et 27.2% des allocations totales de nutrition. Le Conseil National de Concertation en Nutrition (CNCN) de décembre 2018 a recommandé de : i) Renforcer le plaidoyer pour augmenter l'allocation en faveur de la nutrition à au moins 3 % selon la Fédération Africaine des Sociétés de Nutrition (FANUS) et ii) de poursuivre le renforcement de capacité de tous les secteurs ministériels clés à la nutrition.

En général, ces dernières années beaucoup de pays de la Région mobilisent des ressources nationales et développent des mécanismes pérennes de financements de la nutrition conformes aux lois budgétaires. Ainsi, plusieurs pays ont créé des lignes budgétaires pour la Nutrition au niveau des ministères de l'Agriculture et de la Santé : Sierra Leone, Gambie, Niger et Sénégal. Dans les autres pays, les mécanismes de financements des politiques nutritionnelles ne sont pas disponibles.

L'implication du Ministère des Finances et/ou du Budget dès le début du processus d'élaboration des politiques de Nutrition facilite la création de ces lignes budgétaires. L'appui de députés ou l'existence d'initiatives parlementaires (comme par exemples, les réseaux parlementaires pour la nutrition au Burkina Faso et au Tchad ou les parlementaires unis contre la faim au Ghana) semblent être un facteur de succès. Les acteurs du domaine se mobilisent aussi pour que l'État augmente ses allocations budgétaires dans plusieurs ministères et secteurs. Le Burkina Faso et le Sénégal utilisent les conditionnalités des appuis budgétaires de bailleurs, tels que l'Union Européenne, pour accroître les allocations de l'État. Au Sénégal, le décaissement de tranches variables d'appui budgétaire est conditionné par le financement par l'État des actions prioritaires du Plan Stratégique multisectoriel de la Nutrition (PSMN) dans plusieurs secteurs et ministères. Les mécanismes de taxation de secteurs économiques porteurs (secteur minier, téléphonique, etc.) peuvent être également source de financement.

## **V.2 - Politiques Nutritionnelles au niveau des 3 OIG : CEDEAO, UEMOA, CILSS**

**V.2.1 - Le CILSS** est une des principales institutions techniques couvrant la zone Sahel et Afrique de l'Ouest. Il a été créé en 1973 et regroupe 13 États membres mais ses interventions couvrent les 17 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Le mandat qui guide l'action du CILSS est de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et Nutritionnelle et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification.

Entre 2006 et 2007, le CILSS a exécuté le projet : `` Nutrition, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel (NUSAPPS)`` dont les objectifs visaient à :

- L'amélioration de l'information sur la sécurité alimentaire et des protocoles d'alerte précoce.
- La prise en compte des analyses sur la surveillance nutritionnelle afin de renseigner les politiques nationales et sous régionales en sécurité alimentaire.



- L'harmonisation des outils nutritionnels.

L'engagement du CILSS envers la nutrition porte sur l'analyse des déterminants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de fournir les appuis techniques appropriés servant aux systèmes d'alerte rapide des pays sahéliens mais aussi à renseigner les politiques publiques.

Les trois sites du CILSS qui interviennent pour renforcer les actions en nutrition sont : le Secrétariat Exécutif (situé à Ouagadougou, Burkina Faso), l'Institut du Sahel (institution spécialisée basée à Bamako, Mali) et le Centre Régional AGRHYMET (institution spécialisée basée à Niamey, Niger). Ils appuient :

- i) la collecte, le traitement et la diffusion des informations ;*
- ii) le renforcement des capacités des différents acteurs, y compris le secteur privé ;*
- iii) la capitalisation et la diffusion des expériences et acquis ;*
- iv) l'accompagnement dans la mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes*

Le NUSAPPS (2007) a permis des actions qui ont favorisé :

- L'amélioration de l'information sur la sécurité alimentaire et des protocoles d'alerte précoce.
- La prise en compte des analyses sur la surveillance nutritionnelle afin de renseigner les politiques nationales et sous régionales en sécurité alimentaire
- L'harmonisation des outils nutritionnels.
- Une vision globale sur l'engagement du CILSS en nutrition.

En 2018, le CILSS a mené une étude sur la Méthodologie intégrée de Calcul du Proxy calorique au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cette étude était commanditée par le projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) du CILSS. Le travail visait à définir une méthodologie intégrée de calcul du proxy calorique prenant en compte les produits agricoles et d'élevage y compris ceux de la pêche et des produits forestiers non ligneux consommés par les ménages. Les résultats de cette étude vont permettre de proposer une méthodologie intégrée de calcul de la disponibilité apparente de calories per capita sur la base des différents produits (agricoles, pastoraux, forestiers et halieutiques) de consommation courante applicable aux différentes zones sahéliennes et ouest-africaines.

**V.2.2 L'UEMOA** est la seconde organisation d'intégration sous régionale créée en 1994 regroupant huit (8) États membres et œuvrant pour la mise en place d'un marché commun. Au sein de l'Institution UEMOA, le Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) s'occupe de la Politique Agricole de l'Union (PAU) qui est opérationnalisée depuis 2015 à travers le Programme communautaire décennal de transformation de l'agriculture pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'espace UEMOA (PCD-TASAN). A ce titre l'UEMOA finance des activités pro-nutrition au niveau des ministères de l'agriculture, de l'hydraulique, de l'environnement et de la Santé. L'UEMOA s'est dotée depuis février 2012 d'un Comité de haut niveau sur la Sécurité Alimentaire qui formule des orientations et appuie les États membres dans le domaine SAN. Les échanges intercommunautaires devraient à l'avenir renforcer la circulation des produits alimentaires pour contribuer à la lutte contre la malnutrition et la sous-alimentation. L'UEMOA participe à la prise de lois communautaires en faveur de la nutrition à l'exemple de l'iodation du sel et la fortification des aliments (huile, sel) dans l'espace CEDEAO.

**V.2.3 La CEDEAO**, à travers son appui au RPCA et à la Charte PREGEC est un puissant organisme qui intervient dans les politiques agricoles, nutritionnelles et de Résilience dans les 17 pays des 3 OIG (CEDEAO, UEMOA, CILSS). La CEDEAO à travers sa structure spécialisée de Santé, WAHO/OOAS a mis en place depuis 2001 un FORUM NUTRITION qui se tient chaque deux ans. Le Forum Nutrition réunit tous les points focaux de nutrition des 15 pays de la CEDEAO. Les différents problèmes de nutrition sont discutés au cours de ces fora et des recommandations y sont prises. Des recherches en

Santé et en nutrition sont effectués par le WAHO/OOAS qui renforcent la prévention et l'atténuation des risques sur la santé (maladies hydriques, sécurité sanitaire des aliments, soins des femmes et des jeunes enfants). Le projet d'irrigation IRRIGAR (Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources) au Mali offre un bon exemple de gestion de ces risques. La CEDEAO appuie aussi les pays dans les processus de budgétisation des besoins et sources potentielles de financement de la Nutrition à travers l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (WAHO/OOAS) qui est une structure spécialisée de la CEDEAO.

**V.3 Au niveau des OPR et des ONG**, des appuis multiformes existent notamment des actions sur le terrain qui renforcent la mise en œuvre des politiques Nutritionnelles et de sécurité alimentaire. Les ONG comme Action Contre la Faim (ACF), Save the Children, Catholic Relief Service (CRS), Croix Rouge (FCR), Hellen Keller International (HKI), etc. exécutent sur le terrain des volets importants des PNN et des PNSAN. L'ONG ACF est spécialisée dans les enquêtes nutritionnelles (SMART) et de la prise en charge des cas de malnutritions dans les CREN, CRENI, URENI ... De même Save the Children a un important volet Nutrition et de résilience dans les pays. Le Catholic Relief Service (CRS) participe à la mise en œuvre de certains programmes de nutrition, notamment la Santé et la Nutrition scolaires (au Burkina Faso, au Niger, au Togo, etc.).

**V.4 - Au niveau des Partenaires Techniques et Financiers PTF**, ils interviennent pour appuyer les pays dans l'élaboration et la mise en œuvre des PNN et PSMN dans la plupart des pays en Afrique de l'Ouest : Niger, Mali, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Tchad, Togo, Mauritanie, Benin, etc. C'est l'UNICEF qui est en tête de ces partenaires en raison de sa position de Cluster Lead de la nutrition au sein du système des Nations Unies. La coopération bilatérale et multilatérale a aussi appuyé les pays en fournissant des ressources financières et humaines pour la mise en œuvre de certaines activités de nutrition (Union Européenne, GIZ/GTZ, JICA, USAID, ...).

En 2018, avec le projet PAGR-SANAD, l'Union Européenne vient d'apporter un important appui financier et technique à l'ensemble des pays du CILSS, de l'UEMOA, de la CEDEAO et de l'Afrique de l'Ouest dans les domaines de l'agriculture, de la Sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience.

## **VI - Recommandations**

Au regard des défis et difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre de ces politiques nationales de nutrition et de sécurité alimentaire, quelques recommandations préliminaires peuvent être formulées :

- Créer des opportunités fortes pour l'intégration de la Nutrition dans les politiques et programmes de développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel ;
- Poursuivre et intensifier la mobilisation des ressources pour appuyer les projets de nutrition et de sécurité alimentaire à travers des initiatives innovantes comme le SUN et le REACH ;
- Renforcer la multi-sectorialité dans les politiques et programmes de nutrition/SAN ;
- Résoudre les problèmes institutionnels d'encrage de la Nutrition dans les pays ;
- Utiliser des mécanismes innovants de taxation des secteurs économiques pour financer la nutrition et la Sécurité Alimentaire ;
- Organiser des formations techniques en appui aux pays dans le domaine de la Nutrition ;
- Appuyer techniquement les OIG à élaborer des projets régionaux dans le domaine de la Nutrition.